Armand Dayot

La Bretagne à Paris

Forgées dans la spontanéité et parfois le ressentiment, les idées de Boucher se devaient d'être canalisées. À cet égard, sa rencontre avec Dayot fut déterminante. Juriste de formation, ce Paimpolais brillant et d'une vaste culture, passionné par les arts, avait vite intégré la haute administration publique, au gré des circonstances d'abord, puis en étroite relation avec ses options politiques, républicaines et laïques[9]. En 1881, il avait été sous-chef de cabinet d'Antonin Proust, premier secrétaire d'État exclusivement chargé des Beaux-Arts ; six ans plus tard, il avait été promu inspecteur général des Beaux-Arts. Ce statut prestigieux récompensait sa constante présence dans le débat d'idées, sa remarquable production littéraire et l'ampleur des expositions dont il assumait le commissariat ; en 1905, il garantirait le succès de sa revue, *L'Art et les Artistes*. En dépit d'une vie publique et mondaine accaparante, notre homme était resté viscéralement attaché à la Bretagne, qu'il entendait arracher à la résignation et ouvrir sur le monde, ce qui impliquait, à ses yeux, de combattre la réaction sur tous les terrains. L'action politique le tenta donc, mais un échec essuyé à Paimpol en 1893, dans sa tentative de lever les Terre-Neuvas contre les armateurs, l'en avait détourné. Il se concentra donc sur le volet artistique, encourageant et soutenant les Bretons dont il remarquait le talent. Jean Boucher, qui avait obtenu un second Grand Prix de Rome en 1894 — il récidiverait en 1898 — n'avait pas échappé à sa sagacité, d'autant que ses positions idéologiques, volontiers proclamées, rejoignaient les siennes.

Dayot fréquentait les cercles intellectuels bretons qui se réunissaient à Paris depuis 1877 ; il avait ainsi figuré parmi les fondateurs de *La Pomme*. Plus tard, il avait périodiquement participé aux Dîners celtiques organisés autour d'Ernest Renan. Mais ces réunions, souvent compassées, ne lui paraissaient pas en prise avec les enjeux de l'heure. En 1894, il avait donc créé l'association *Bretons de Paris*, évidente tentative pour faire contre-feu à la très conservatrice société *La Bretagne* qui venait de voir le jour, sous l'égide de l'aristocratie orléaniste et du haut clergé bretons de Paris, bien décidés à embrigader leurs compatriotes immigrés[10]. L'opération tentée par Dayot n'avait guère été concluante : très occupé, il en avait laissé

9. Aguilar Anne-Sophie, *Armand Dayot (1851-1934) et l'art français, d'un siècle à l'autre*, Paris, INHA, Thèse de doctorat inédite, 2014.

10. Thomas Loïc, « A. Dayot et la fondation des Bretons de Paris en 1894 », in *Les cahiers de l'Iroise*, n°165, 1995, pp. 37-55.

la présidence au peintre Ary Renan, fils de l'historien et philosophe, qui ne s'était guère montré à la hauteur de la tâche. Il fallut la création de la plus modérée mais encore très conservatrice Union Régionaliste Bretonne (URB), en 1898, pour provoquer un réveil, qui se fit sous d'autres auspices. En effet, persuadé que le terrain culturel était devenu trop consensuel et donc d'une insuffisante efficacité, Dayot décida d'y planter ostensiblement le drapeau de ses convictions : aussi jeta-t-il les fondations de ce qui, en 1899, devint la Ligue républicaine, littéraire et artistique des Bleus de Bretagne.

Boucher figura au nombre des fondateurs et ne tarda pas à y attirer son ami Lesage[11]. Les adhérents avaient en partage des idées républicaines avancées, placées dans la mouvance radicale qui en 1901 se constituerait en parti. Mais le groupe ne présentait pas un front uni en toutes circonstances. Ainsi, le sort promis à la langue bretonne le divisa profondément. Beaucoup, une majorité sans doute, les plus virulents certainement, la considéraient comme un vecteur de la réaction et souhaitaient son extinction. Mais

LES BLEUS DE BRETAGNE "Araok"

Monsieur et cher Compatriote,

Le Comité des « Bleus de Bretagne » a l'honneur de vous informer que le prochain Banquet de l'UNION AMICALE aura lieu, sous la Présidence de M. Paul GUIEYSSE, Député, au Restaurant des Sociétés Savantes, rue Danton le 5 Xbre prochain à 7 heures. 1/2

Veuillez agréer, Monsieur et cher Compatriote, l'expression de nos sentiments dévoués.

LE COMITÉ.

N. B. – Prix du Dîner, 5 fr.

Prière instante d'adresser les adhésions avant le 2 Xbre à M. Armand DAYOT, Vice-Président, 8, boulevard Flandrin, Paris.

Légende groupée revues et Bleus de Bretagne ?

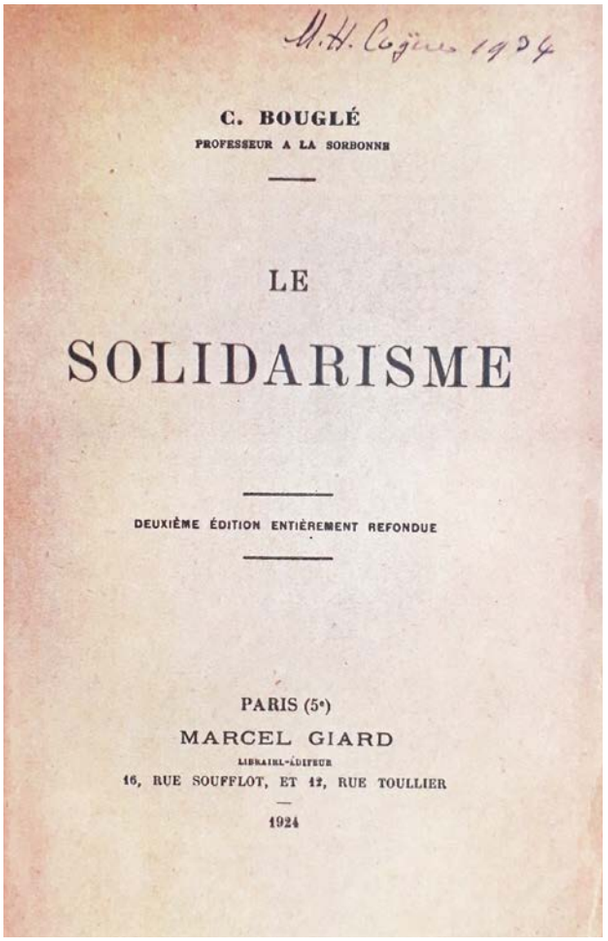
parmi les plus influents, elle avait aussi des défenseurs sincères et décidés, tel Paul Guieysse, député républicain du Morbihan, qui présida les *Bleus* jusqu'en 1904 : en 1908, il défendrait vaillamment, mais en vain, l'usage du breton dans l'enseignement et même son apprentissage, devant Gaston Doumergue, alors ministre de l'Instruction publique, qui se montra très irrité.

11. Aucune pièce d'archive ne permet de dater l'adhésion de Victor Lesage. *Araok ! La Bretagne nouvelle*, organe du mouvement créé en 1901, le mentionne à deux reprises, en 1911 et 1916, comme « membre de la section parisienne ».

Dans l'affrontement idéologique qui se dessinait alors dans le milieu breton de Paris, le mutualisme devint un enjeu de taille. Les Bleus comptaient dans leur rang Célestin Bouglé, principal théoricien du solidarisme, mais les premiers à s'en prévaloir explicitement furent pourtant les conservateurs, qui l'inscrivaient dans l'héritage de la charité chrétienne[12]. Dès 1863, avec le soutien de Théodore Hersart de La Villemarqué, auréolé du formidable succès du *Barzaz Breiz*, les RP Rivalain et Toulémont avaient fondé dans cette perspective L'œuvre des Bretons de Paris, en cantonnant toutefois leur ambition dans les registres religieux et moraux. Tombée en désuétude, la communauté survécut cependant jusqu'en 1895 où elle fusionna avec la société *La Bretagne* dont les prémices avaient été posées le 12 décembre précédent sous un triple patronage : « patriotique, chrétien et bienfaisant ». Se refusant « à laisser le sentiment chrétien à la porte », elle avait décidé que ses assemblées générales se tiendraient symboliquement à la Saint-Corentin et à la Saint-Yves[13]. L'idée en avait été lancée par Mgr Jude Chauveau de Kernaëret, doyen de la faculté de Théologie de l'Institut catholique d'Angers, et le comte de Chateaubriand, avec le secours de l'abbé Raoul Camus de La Guibourgère, curé de Saint-Germain-des-Prés. Le soubassement idéologique de l'entreprise ne faisait guère de doute : en 1881, le prélat avait fomenté « une ligue de la contre-révolution » et, en 1889, avec le descendant de François-René, il avait tenté de célébrer à sa manière le centenaire de la Révolution en réunissant symboliquement « une assemblée provinciale de Bretagne » pour remémorer son homologue de 1789 et en appeler à une restauration. L'affaire avait alors tourné court et, repris à Rennes en 1891, le projet n'avait pas davantage suscité l'adhésion[14].

René Le Fur, activiste inspiré

Parmi les premiers adhérents, deux jeunes hommes allaient donner rapidement — l'un dans la dissidence, l'autre dans une action parallèle et complémentaire — des prolongements à l'entreprise en adoptant une stratégie actualisée : l'abbé François Cadic et René


M.H. Cojan 1924

C. BOUGLÉ
PROFESSEUR A LA SORBONNE

LE
SOLIDARISME

DEUXIÈME ÉDITION ENTIÈREMENT REFONDUE

PARIS (5e)
MARCEL GIARD
LIBRAIRE-ÉDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER
1924

Le Solidarisme de Célestin Bouglé

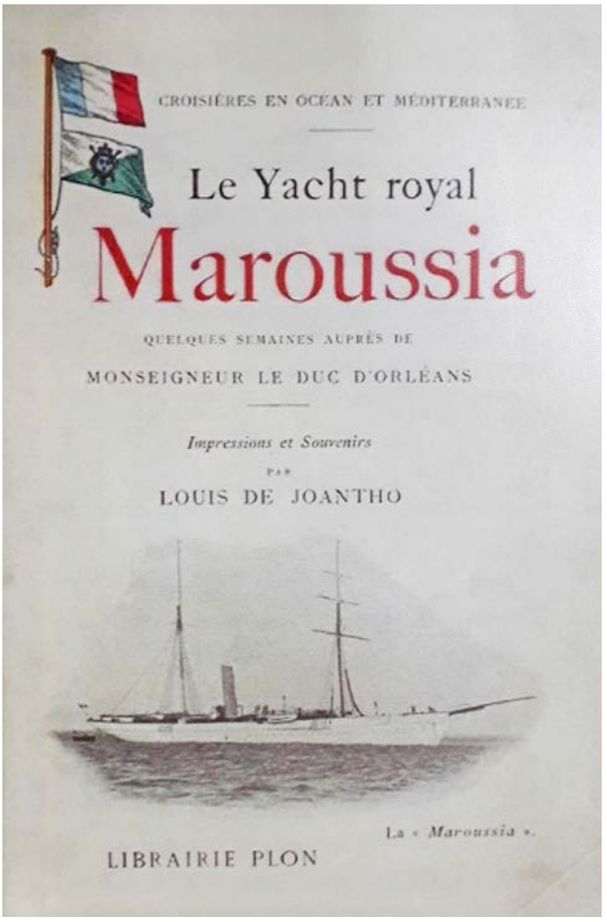
Le Fur. Prolongeant une idée de la société *La Bretagne*, mais en la dépouillant des obsessions que ressassaient « les Blancs tendance Moyen-Âge » (sic), le premier prit les rênes de La Paroisse bretonne de Paris installée à Notre-Dame-des-Champs. Il ne s'écarta guère cependant du combat idéologique, spécialement contre les Bleus de Bretagne, qu'il tenait pour « *le fumier de la corruption où grouillait pêle-mêle Maçonnisme, Anti-cléricalisme, Cosmopolitisme* »[15]. Et de livrer les fondements et les raisons de son action : « *Il existe une question bretonne. Évitons que les socialistes n'en bénéficient, qu'ils ne l'exploitent comme ils exploitent la question ouvrière* ». Pour cela, il entendait s'inscrire dans la ligne du Congrès ecclésiastique de Reims, auquel il avait assisté en 1896, et conduire une action sociale rénovée[16]. D'emblée, il voulut développer « l'œuvre de placement » que les

12. Bouglé Célestin, *Le solidarisme*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1907.
13. Laurent Pierre, *Société La Bretagne : Rapport*, Paris, Au siège de la Société, 1897.
14. Lagrée Michel, « Le clergé breton et le premier centenaire de la révolution française », in *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, Vol. 91, n°3, pp. 249-267.
15. Cadic François, *L'émigration bretonne vers Paris : L'œuvre de la Paroisse bretonne*, Paris, Imp. de l'œuvre des Pauvres du Sacré-Cœur, 1899.
16. Postic Fanch, « La paroisse bretonne de Paris : l'œuvre de l'abbé Cadic », in *ArMen,* n°103, mai 1999, pp. 12-19.

L'abbé François Cadic

sœurs de la Croix installées rue du Cherche-Midi, bretonnes pour la plupart comme leur aumônier, assumaient déjà. Mais il entendait également créer un vestiaire, une coopérative de consommation et un réseau de médecins et pharmaciens consentant des réductions (mais pas la gratuité) aux Bretons. Le mutualisme, enfin codifié par une loi de 1898, lui avait alors semblé une issue, mais il s'en était cependant détourné eu égard à la fréquente instrumentation du principe. Il citait à l'appui de sa défiance le cas de l'association *La Morbihannaise*, future Union bretonne, « *qui s'était constituée sur la base de la mutualité* », mais avait vu « *la politique s'y glisser comme un ver rongeur* ».

René Le Fur n'eut pas cette réticence. Ce jeune homme extrêmement brillant et entreprenant, fils d'un ancien maire de Pontivy, obtiendrait son doctorat de médecine en 1901 et s'orienterait vers l'urologie, devenant un authentique chercheur dans ce domaine. Ardent militant catholique, il était aussi royaliste : le petit-fils de Louis-Philippe — Gaston d'Orléans, comte d'Eu — assisterait à son mariage et, en 1904, il serait le médecin attitré du prétendant au trône, Philippe d'Orléans, lors d'une mémorable croisière de six mois à bord du yacht



Maroussia

Maroussia[17]. Le Fur s'était aguerri au sein du Cercle des étudiants catholiques de Paris, dit *Cercle du Luxembourg* en référence à l'adresse de son siège. Il y avait reçu l'enseignement du directeur et aumônier de l'association, qui en coordonnait personnellement les œuvres sociales : l'abbé Joseph Fonssagrives. Ce prêtre écouté souhaitait engager « *les associations ouvrières, les patronages et les œuvres de persévérance (…) dans la lutte décisive qu'il fallait soutenir (au bénéfice) de l'Église, du Souverain Pontife, des ordres religieux, du clergé, des principes sociaux, de la vérité, de la justice, de la liberté, odieusement attaqués* »[18].

L'activisme de Le Fur s'exerça dans bien des registres et lui valut même une notoriété nationale, en 1904, lorsqu'il créa et présida l'Entente nationale pour la reconstitution intégrale des libertés de France, ligue

17. Pastentek (pseudonyme de Pierre Allier de Beurmann), « Le docteur Le Fur », in *Les hommes du jour*, 13 juin 1914, pp. 7-8.

18. M. l'abbé Fonssagrives, *Devoirs des catholiques dans les luttes actuelles : Discours prononcé à l'ouverture de la XXe assemblée générale des catholiques de France*, Besançon, Imp. Jacquin, 1891.

Régis de l'Estourbeillon de La Garnache

orléaniste antimaçonnique, antisocialiste et antisémite. Il était parvenu, sinon à convaincre, tout au moins à attirer dans les imposants meetings de son mouvement quelques notabilités bretonnes, dont le comte Olivier Le Gonidec de Traissan, qui avait porté la société *La Bretagne* sur les fonts baptismaux, et le marquis Régis de L'Estourbeillon de La Garnache, député royaliste du Morbihan et président de l'URB depuis 1902[19].

À partir de 1905, sans délaisser les combats occasionnels — il mènerait encore, en 1910, une croisade enflammée contre l'agrégation de médecine tenue pour une intolérable fonctionnarisation[20] —, Le Fur consacra progressivement l'essentiel de son énergie à l'organisation de ses compatriotes immigrés, y mêlant sincère générosité et stratégie politicienne. Ainsi naquit La Mutualité bretonne, déclarée d'utilité publique en 1906. Cette société de secours édita une feuille mensuelle éponyme, qui portait en sous-titre : « Journal des Bretons de Paris ». Elle se donnait pour but « *d'unir sur le terrain mutualiste tous les Bretons disséminés dans la capitale et la banlieue, de les grouper dans des réunions amicales, (…) de leur permettre de s'entraider mutuellement et de les faire profiter d'avantages moraux et matériels* »[21]. Pour accomplir le deuxième volet de son intention, Le Fur s'attela avec des fortunes diverses à la création d'un bureau d'information, d'une agence du travail, d'un bureau d'aide financière en cas de maladie ou d'accident, d'un office de lutte contre la tuberculose et l'alcoolisme. Il envisagea même la création d'une banque[22]. Suractif, le médecin ne négligea cependant pas ses recherches : il publia régulièrement les résultats de ses travaux dans des revues renommées et ouvrit en outre la clinique Saint-Luc, rue des Marguettes, où les Bretons trouvèrent des conditions avantageuses.

Mais le coup d'éclat de Le Fur concerna le premier objectif qu'il s'était fixé : unir tous les Bretons de la région parisienne. Il eut en effet l'intuition qu'un journal ambitieux, synthétisant l'actualité du pays qu'il avait fallu quitter et traitant par le menu de celle que produisaient les sociétés bretonnes de Paris, sans cesse plus nombreuses, pouvait constituer le ciment nécessaire à l'entreprise[23]. En 1908, il sut habilement capter le titre séduisant d'une feuille qui avait sombré dans la paranoïa et l'hystérie de son fondateur, Jean-Marie Camper, prêtre devenu violemment anticlérical et interdit de célébration pour cela. Huit années étant passées depuis les frasques de l'abbé, l'intitulé de son journal n'en portait plus l'opprobre : *Le Breton de Paris* pouvait renaître. Le succès fut immédiat, d'autant que Le Fur, qui était efficacement secondé dans cette entreprise par le baron Joseph Surcouf, put compter sur des plumes prestigieuses, notamment celle de Charles Le Goffic, dont un éditorial ouvrait chaque numéro. Surtout, dominant son impétuosité, il sut afficher un œcuménisme de façade, qui fit illusion. Et puis comment, sans afficher un caractère partisan qui eût été mal compris, se détourner d'un journal de qualité, dont le lectorat croissait régulièrement ?

19. Organisée le 21 décembre 1904 à la salle de la Société d'Horticulture sur le thème de « l'armée et la franc-maçonnerie », la seconde réunion publique de l'*Entente nationale* attira 1500 personnes.

20. Anonyme, « Le concours d'agrégation nous réserve de nouvelles surprises », in *L'Ouest-Éclair*, 19 juin 1910, p. 1.

21. Raoul Lucien, Un siècle de journalisme breton, de l'Académie celtique à la Glorieuse Bretagne des armées, Le Guilvinec, Le Signor, 1981, p.577.

22. Page Moch Leslie, *The pariahs of yesterday : Breton migrants in Paris*, Durham & Londres, Duke university press, 2012, p. 111.

23. La plupart des sociétés bretonnes de Paris et de sa banlieue furent crées entre 1908 et 1910.

LE BRETON DE PARIS

Journal Hebdomadaire paraissant le Dimanche

ORGANE DES INTÉRÊTS BRETONS

ABONNEMENTS | DIRECTION et ADMINISTRATION | ANNONCES

Avantages offerts à nos abonnés

Le général de Charette

Protestation

FRANCE ET BRETAGNE

Le Breton de Paris

Pour un jour, abdiquer ses rancunes

Évidemment, du côté des Bleus, un tel succès, inattendu et d'abord inattaquable — il le deviendrait, nous le verrons —, ne pouvait qu'engendrer le dépit. Certes malaisé à établir, le nombre des Bretons qu'on entendait amener à ses convictions, dans un camp comme dans l'autre, était considérable : en ne comptant que ceux qui étaient nés en Bretagne, les démographes estimaient qu'ils étaient 125 000 dans Paris et 200 000 dans l'agglomération. Aux emplois traditionnels, qu'ils occupaient de longue date, s'était ajoutées les tâches domestiques engendrées par la rénovation haussmannienne, ce qui expliquait que les femmes fussent désormais les plus nombreuses[24]. Il ne pouvait donc être question de baisser pavillon, mais il fallait installer une concurrence qui n'apparût pas comme partisane. Le terrain du mutualisme le permettait.

C'est dans ce contexte que naquit le 5 juin 1909, dans un train ralliant Paris depuis Rennes, l'idée d'une « autre » mutuelle bretonne. Victor Lesage a relaté ce retour d'une période militaire qui avait fortuitement réuni une trentaine de vieux amis perdus de vue, trouvant là l'occasion de plaisantes retrouvailles assorties du désir de renouer plus solidement[25]. C'est lui, habité par la doctrine mutualiste et observateur de l'agitation qui gagnait la colonie bretonne de Paris, qui aurait alors suggéré de créer une société de secours. L'idée séduisit et aboutit vite : *La Prévoyance bretonne* fut en effet enregistrée dès le mois de novembre. La présidence en échut à Joseph Alix, un rédacteur au Crédit foncier de France originaire de Landujan, qui possédait une expérience mutualiste et s'était déjà manifesté auprès des Bretons de Paris. Au bureau, il était secondé par Victor Lesage, vice-président, Kervern, secrétaire et Thébault, archiviste. Henri Hallais fut désigné second vice-président quelques mois plus tard. Un architecte, un médecin, un chirurgien-dentiste et bientôt un avoué en la personne d'Yves-Marie Fournis : les

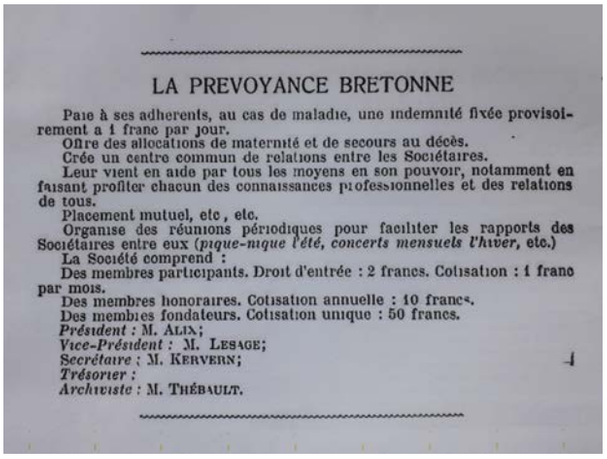
24. Tréogat Arsène-Guillaume, *L'immigration bretonne à Paris, son importance, ses causes, ses conséquences intéressantes au point de vue médical, de quelques moyens de les diminuer*, Paris, A. Maloine, 1900.

25. Lesage Victor, discours prononcé le 6 mars 1926 devant l'assemblée générale annuelle de *La Prévoyance bretonne*. Col. part.

professions libérales, on le voit, étaient particulièrement représentées, ce qui était alors une caractéristique de la plupart des sociétés bretonnes d'Île-de-France.

Décidée à s'imposer rapidement, *La Prévoyance bretonne* multiplia les communiqués de presse, notamment auprès du *Breton de Paris* qui, fidèle à sa ligne éditoriale consensuelle, les publia sans barguigner. C'est même dans l'*Annuaire des Bretons de Paris*, également édité par René Le Fur, que parut le premier encart publicitaire présentant dans le détail les services qu'offrait la mutuelle : moyennant un droit d'entrée de deux francs et une cotisation mensuelle d'un franc, le sociétaire bénéficiait « *en cas de maladie, d'une indemnité d'un franc par jour ; d'allocations de maternité et de secours au décès ; d'un placement mutuel* ». Aux avantages matériels, s'ajoutaient des échanges de connaissances professionnelles, des soirées récréatives, des sorties et des visites, etc. Pour faire connaître son projet, *La Prévoyance bretonne* avait organisé une première excursion à Chantilly, avant même son officialisation ; on avait déjeuné sur l'herbe et même sabré le champagne après avoir entendu le poète Henry Richet, ami de Jules Massenet, déclamer quelques vers de son cru. L'après-midi avait été consacré à la visite du château des Condé[26].

La série des concerts mensuels, qui rythmeraient la vie des sociétaires, fut inaugurée le dimanche 7 novembre. Ce premier spectacle fut organisé modestement dans une salle du restaurant *L'Armor*, mais on avait recouru à un organisateur confirmé, Joyaut de Couësnongle, qui avait su convaincre de nombreux artistes de caf'conç de se produire. Les convictions idéologiques se glissèrent habilement dans leur répertoire : Cadenet déclama *Papa tricolore*, un conte en vers patriotique de Botrel, et le ténor Louis Segalen entonna *La Marseillaise bretonne* composée par Mathieu Guillermit, le maître de chapelle et organiste de l'église Saint-Louis de Brest[27]. Dès lors, la concurrence avec la Mutualité bretonne de Le Fur alla crescendo. En 1910, ce dernier reprit la main en organisant une spectaculaire opération d'aide aux Parisiens victimes des inondations : il fit venir des marins de Bretagne pour les convoyer en barque



LA PREVOYANCE BRETONNE

Paie à ses adherents, au cas de maladie, une indemnité fixée provisoirement a 1 franc par jour.
Offre des allocations de maternité et de secours au décès.
Crée un centre commun de relations entre les Sociétaires.
Leur vient en aide par tous les moyens en son pouvoir, notamment en faisant profiter chacun des connaissances professionnelles et des relations de tous.
Placement mutuel, etc, etc.
Organise des réunions périodiques pour faciliter les rapports des Sociétaires entre eux (*pique-nique l'été, concerts mensuels l'hiver*, etc.)
La Société comprend :
Des membres participants. Droit d'entrée : 2 francs. Cotisation : 1 franc par mois.
Des membres honoraires. Cotisation annuelle : 10 francs.
Des membres fondateurs. Cotisation unique : 50 francs.
Président : M. ALIX;
Vice-Président : M. LESAGE;
Secrétaire : M. KERVERN;
Trésorier :
Archiviste : M. THÉBAULT.

Services offerts par La Prévoyance bretonne

dans les rues submergées, puis il commanda au peintre Bertrand Pégot-Ogier, dont les sympathies allaient à la réaction, une lithographie appelée à orner le diplôme que l'on offrirait solennellement aux « sauveteurs ». *La Prévoyance bretonne*, dont Victor Lesage venait de dessiner le cachet, répliqua par une soirée de gala à L'Athénée-Saint-Germain : Théodore Botrel, alors formidablement populaire, en fut le clou[28]. Pour la première fois dans l'histoire des sociétés bretonnes de Paris, une campagne d'affichage avait annoncé l'événement[29].

La presse ne vit pas immédiatement l'affrontement idéologique qui se déroulait encore à fleurets mouchetés, ou peut-être préféra-t-elle l'ignorer. *L'Ouest-Éclair* réunit même dans un seul article et un titre dont le singulier était très ambigu, la présentation des deux « arbres de Noël » organisés en 1909 par les sociétés concurrentes. Le quotidien se contenta d'une discrète allusion à leurs particularités en mentionnant, d'une part, le discours du marquis de L'Estourbeillon devant *La* Mutualité bretonne et, d'autre part, la nouvelle interprétation de *La Marseillaise bretonne* que Louis Segalen donna aux adhérents de *La Prévoyance bretonne*[30]. En fait, pour nombre de sociétaires, la coexistence paisible des

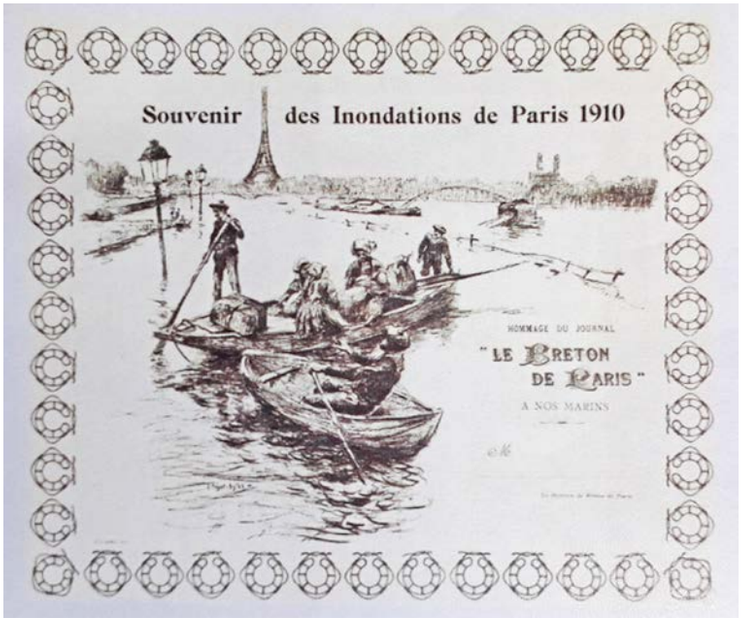
26. Anonyme, « La Bretagne à Paris : Une fête de La Prévoyance bretonne à Chantilly », in *L'Ouest-Éclair*, 27 août 1909.

27. Anonyme, « Les Bretons à Paris », in *L'Ouest-Eclair*, 11 novembre 1909, p. 1.

28. En l'occurrence, Botrel avait honoré un contrat strictement professionnel car ses opinions étaient réactionnaires, comme en témoigne la lettre d'une grande violence à l'encontre des *Bleus*, qu'il adressa le 1er octobre 1903 à Louis Ollivier, alors député de Guingamp et récent fondateur de la très catholique *Ligue des libertés bretonnes*. Cf. Guyvarc'h Didier, « Une lettre de Théodore Botrel en 1903 » in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, Vol. 105, n° 3, 1998, pp.99-103.

29. Anonyme, « Chez les Bretons de Paris », in *L'Ouest-Éclair*, 8 avril 1910, p. 2.

30. Anonyme, « L'arbre de Noël des Bretons de Paris », in *L'Ouest-Éclair*, 5 janvier 1910, p. 2.



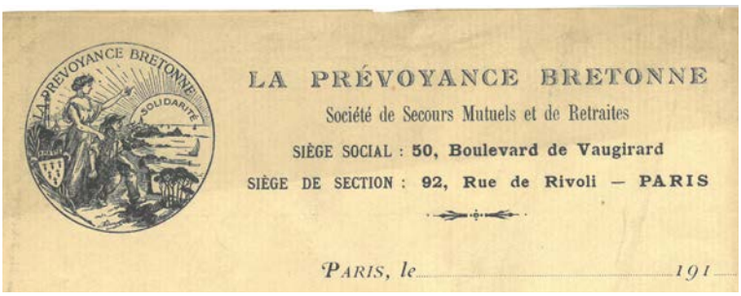
Lithographie de Bertrand Pégot-Ogier

deux tendances semblait naturelle et sans conséquence ; il est juste de signaler que ce sentiment était parfois instillé par les protagonistes eux-mêmes. Le pardon d'Anne de Bretagne à Montfort-L'Amaury en était la plus spectaculaire démonstration. Le 18 juin 1899, à l'initiative des Bretons de Rambouillet, une rencontre un peu pompeuse avait été organisée dans cet ancien comté jadis propriété des ducs de Bretagne, pour commémorer le 4e centenaire du mariage de Louis XII avec la duchesse et la réunion (sic) de la Bretagne à la France. À en croire le poète et chanteur Pierre Laurent, Olivier de Gourcuff en aurait eu l'idée, sans imaginer que l'événement pût être reconduit. Mais convaincu par le succès de cette première rencontre à laquelle il avait participé et inspiré par le pèlerinage que les félibres faisaient annuellement à Sceaux en l'honneur de Florian, Léon Durocher s'activa au contraire pour qu'elle se perpétuât[31].

Dès lors, on parla de « pardon », sans attribuer de connotation religieuse au vocable. Chansonnier et polygraphe, rendu populaire par sa verve et son érudition, Durocher inclinait du côté des Bleus, mais il ne manifestait nul sectarisme, par trait de caractère, mais aussi pour conserver le public mélangé, qui avait fait un triomphe au cabaret qu'il avait animé dans le Village breton de l'Exposition universelle de 1900[32]. Le pardon de Montfort-L'Amaury, qui

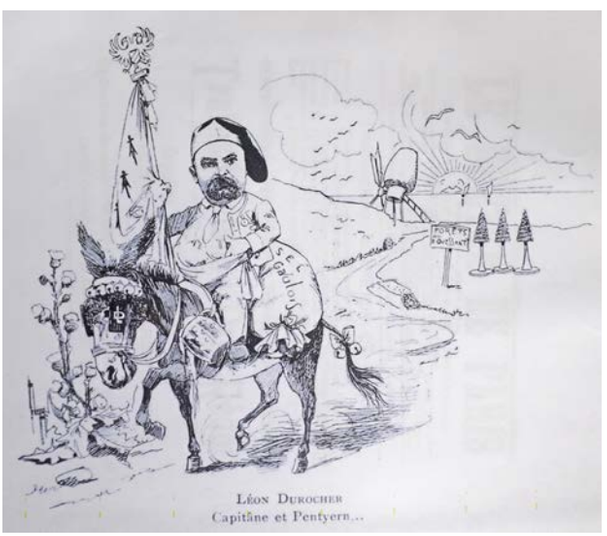
31. Lorin Félix, *La Bretagne à Montfort-L'Amaury*, Versailles, Imp. Aubert, 1901.

32. Exposition universelle de 1900, *Exposition bretonne : Distribution des récompenses, Paris, le 24 septembre 1900*, Paris, Imp. E. Cléradin, 1900. Les Bleus avaient été particulièrement actif dans l'organisation de cette participation : Guieysse en avait présidé le comité où avaient également siégé Dayot et Paul Sébillot.



Cachet dessiné par Victor Lesage

avait d'abord attiré des notables, était ainsi très rapidement devenu un rendez-vous obligé pour toute association bretonne, quelle que fût son obédience[33]. *La Prévoyance bretonne* s'y associa dès sa création et Victor Lesage en fut un pèlerin assidu ; en 1914, il apporterait même sa contribution à la souscription lancée pour y ériger une statue de la Duchesse. Auto-élevé à la dignité de *pentyern* créée à l'occasion et à sa seule intention, Durocher avait tenu à expliquer « la signification moderne, philosophique » qu'il attribuait à cet improbable manifestation d'unité : « *Nous voulons qu'ici chacun de nous obtienne une fois par an la rémission de ses torts : de ses torts sociaux, politiques ou littéraires ; que chacun abdique, pour un jour, ses rancunes, ses haines. Pour un jour seulement ! Car, comme le pécheur absous qui recommence le lendemain, nous pourrons ensuite nous déchirer avec enthousiasme. Mais du moins, qu'une fois par an, à pareille date, l'on puisse se serrer la main, trinquer fraternellement entre gens d'un même pays, d'une même famille* »[34].



Léon Durocher

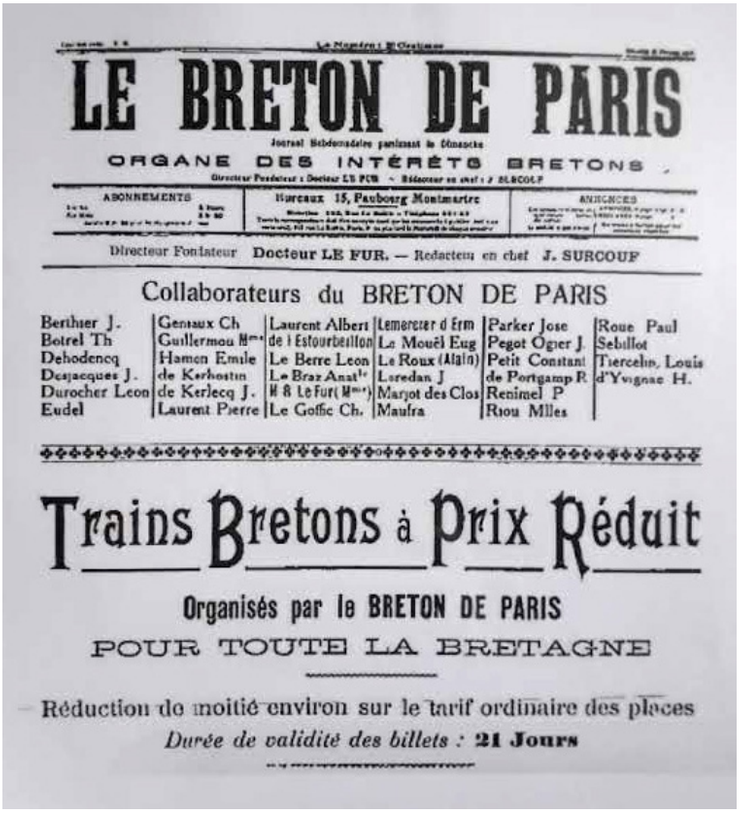
33. Le Pardon, qui en vint à comprendre une messe, se déroula jusqu'en 1977.

34. Lorin Félix, Op. cit., p. 60.

Un autre mutualisme

En fait d'autres occasions se présentaient auxquelles les dirigeants de *La Prévoyance bretonne* ne se dérobaient jamais. En 1910, ils ne boudèrent pas même le banquet de l'Association des Bretons de Paris créée par Le Fur pour pousser l'avantage que lui avait conféré son journal. Elle prit le nom officiel de Fédération des sociétés bretonnes de Paris : le médecin entendait désormais rallier sous ce drapeau toutes les amicales et associations. Un tel vœu était commun aux deux camps, misant sur le même vecteur pour parvenir à leurs fins : le mutualisme. Ce qui pouvait entraîner la confusion dans certains esprits, d'autant que les doubles appartenances brouillaient davantage encore les choses. Ainsi, en plus de leur engagement à *La Prévoyance bretonne*, Lesage et Boucher adhéraient aux Enfants d'Ille-et-Vilaine, qui tiraient un excellent parti des annonces du *Breton de Paris*, tandis que Hallais siégeait au bureau des *Morbihannais*, dont Le Fur avait suscité la création. Dans les salons du restaurant Voltaire, Jos Alix, malgré qu'il en eut, avait ainsi fait bonne figure aux côtés du général Roger Audren de Kerdrel, sénateur du Morbihan, qui pour appartenir à la droite modérée n'était assurément pas de son bord[35].

Ce *gentlemen's agreement* vola cependant en éclat dès 1911. *Araok ! La Bretagne nouvelle*, le journal des Bleus revint sur les fréquentations de René Le Fur, pointant sa croisière sur le *Maroussia* pour en faire « un des propagandistes les plus militants de la cause du Prince d'Orléans, candidat éventuel au trône ». *Ar Bobl* relaya le propos, ajoutant que cette information « laissait supposer que M. Le Fur faisait sous forme de régionalisme de la propagande pour l'idée royaliste »[36]. Le Fur répliqua, évidemment, « mettant au défi qui que ce (fût) de prouver que jamais *Le Breton de Paris* (avait) fait de la politique ». Rien n'y fit, d'autant que l'irascible Yves Le Febvre relança l'affaire dans *La pensée bretonne* à partir de 1913. Notre homme put toutefois trouver une consolation dans le succès renouvelé des « trains bretons » à prix réduit, qu'il avait obtenus pour ses compatriotes en négociant finement avec la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest puis avec les Chemins de fer de l'État. En 1914, il fut encore récipiendaire



LE BRETON DE PARIS

Journal Hebdomadaire paraissant le Dimanche

ORGANE DES INTÉRÊTS BRETONS

ABONNEMENTS — Bureaux 15, Faubourg Montmartre — ANNONCES

Directeur Fondateur Docteur LE FUR. — Rédacteur en chef J. SURCOUF

Collaborateurs du BRETON DE PARIS

Berthier J.	Genaux Ch	Laurent Albert	Lemercier d'Erm	Parker Jose	Roue Paul
Botrel Th	Guillermou Mme	de l'Estourbeillon	Le Mouël Eug	Pegot Ogier J.	Sebillot
Dehodencq	Hamon Emile	Le Berre Leon	Le Roux (Alain)	Petit Constant	Tiercelin, Louis
Desjacques J.	de Kerhostin	Le Braz Anat[le]	Loredan J	de Portgamp P.	d'Yvignac H.
Durocher Leon	de Kerlecq J.	Mis Le Fur(Mme)	Marjot des Clos	Renimel P	
Eudel	Laurent Pierre	Le Goffic Ch.	Maufra	Riou Mlles	

Trains Bretons à Prix Réduit

Organisés par le BRETON DE PARIS

POUR TOUTE LA BRETAGNE

Réduction de moitié environ sur le tarif ordinaire des places

Durée de validité des billets : **21 Jours**

Le Breton de Paris

de la médaille d'or que décernait parcimonieusement la Société d'encouragement au Bien.

Victor Lesage se tint en lisière de ces querelles souvent envenimées, révélant l'appétence pour les solutions consensuelles, qui gouvernerait ses entreprises après la Grande Guerre. Elle explique que, contrairement à son ami Boucher, il n'ait pas signé l'injonction à « faire entendre une voix forte dans le concert de toutes les voix attardées et gémissantes » lancée aux Bretons en 1913 par Yves Le Febvre[37] : le contenu de ce manifeste ne pouvait que lui convenir, mais la personnalité enflammée de son rédacteur l'incitait certainement à la prudence. Par ailleurs, les Bleus, à Paris surtout, ne cessaient de se diversifier : la plupart entendaient arracher les plus faibles aux manipulations idéologiques et à la misère, sans donner pour autant dans l'égalitarisme ; quelques-uns au contraire nourrissaient d'évidentes sympathies pour le socialisme, pourvu qu'il ne fût pas

35. Anonyme, « Le banquet annuel des Bretons de Paris », in *L'Ouest-Éclair*, 14 février 1911, p. 1.

36. Anonyme, « Bleus de Bretagne et Bretons de Paris », in *Ar Bobl*, 3 août 1911, p. 2.

37. « Manifeste », in La Pensée bretonne, n1 ,1[oer] juin 1913, p. 1.

marxiste[38] ; certains enfin outraient sans cesse leur anticléricalisme et leur hargne envers la langue bretonne. Les postures n'étaient pas absentes : beaucoup, artistes ou intellectuels, entendaient se comporter en permanents aiguillons, tandis que d'autres avaient une vie professionnelle incompatible avec de véhémentes contestations de l'ordre social. Ce qui n'empêchait pas les fortes convictions, que Lesage logeait essentiellement dans le mutualisme. La doctrine, il est vrai, s'en était beaucoup affinée, profitant du travail considérable produit au sein du Musée social constitué en 1894 pour tirer parti de la matière rassemblée dans le pavillon d'Économie sociale durant l'Exposition de 1889[39]. En 1901, son directeur administratif, Léopold Mabilleau, était ainsi devenu fort logiquement le premier président de la Fédération nationale de la Mutualité française, qui amplifia considérablement le mouvement.

Paul Guieysse s'était montré particulièrement actif au sein du Musée social, y animant la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, deux domaines primordiaux à ses yeux, constitutifs du « libéralisme social » cher aux Bleus, dont il entendait faire la doctrine du jeune Parti Radical. Pour s'imposer, le mutualisme avait pu compter avec une intense conceptualisation qui, chez ses adeptes, en avait fait un principe général d'organisation, sous le nom de « solidarisme ». Son fondement relevait du darwinisme étendu à la question sociale : « *Pour un sociologue ou un anthropologue écrivant à la fin du XIXe siècle, la notion d'interdépendance progressive, fonction du degré de division du travail et indirectement du degré de différenciation atteint par les parties, apparaisse comme une notion lestée de tout le poids scientifique de la biologie. C'est de cette même idée que partent les théoriciens du solidarisme comme Charles Gide, Léon Bourgeois, Frédéric Rauh* », précise Emmanuel d'Hombres[40].

Les Bleus de Bretagne avaient cautionné d'emblée cette interprétation, accueillant parmi eux — comme

Léopold Mabilleau

marraine dira Le Goffic [41]—, la Malouine Clémence Royer, première traductrice en français de *L'origine des espèces* de Darwin[42]. La théorie de la quasi-dette était née de cette transposition des sciences de la nature aux sciences sociales, dans une conception qu'une formule pouvait ramasser : « *Il y a, pour chaque homme vivant, dette envers tous les hommes vivants à raison et dans la mesure des services à lui rendus par l'effort de tous* »[43]. De là découlait une théorie de la justice au sein du libéralisme et d'un garantisme sans égalitarisme, ce que Célestin Bouglé, autre Bleu de la première heure, s'employa à démontrer[44].

38. En 1919, dans une lettre à Yves Le Febvre, après avoir fulminé contre « la bourgeoisie égoïste et gavée et ajoutons stupide », Dayot concluait, mais bien sûr dans l'hyperbole : « C'est à se faire bolchévik ». CRBC.

39. Horne Janet, *Le Musée social : Aux origines de l'État providence*, Paris, Belin, 2004.

40. Hombres (d') Emmanuel, « Le solidarisme : De la théorie scientifique au programme de gouvernement », in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 260, 2010, pp. 81-107.

41. Le Goffic Charles, « La statue de Clémence Royer », in *L'Âme bretonne*, 3e série, Paris, Honoré Champion, 1910, pp.173-179.

42. En 1918 et 1919, *La Pensée bretonne* publia en dans dix livraisons successives un texte très copieux d'Albert Préau *alias* Aristide Pratelle (1877-1942), consacré à la vie et à l'œuvre de Clémence Royer, « créatrice et apôtre du dynamisme substantialiste ou néo-ionien ».

43. Bourgeois Léon, Op.cit., p. 138.

44. Davy Georges, « Célestin Bouglé, 1870-1940 », in *Revue française de Sociologie*, V. VIII, 1967, pp. 3-13.

Une première notoriété professionnelle

Si les activités mutualistes et associatives tenaient une place considérable chez Victor Lesage, elles n'oblitéraient pas sa vie professionnelle, qui avait d'ailleurs pris belle allure. À l'efficace complémentarité du duo qu'il formait avec Charles Miltgen, s'était ajouté l'essor remarquable, après une longue période de disette, de ce qu'on appelait désormais « l'immeuble »[45]. L'abondance des logements construits à Paris sous le second Empire avait rencontré la « Grande dépression » qui avait affecté l'économie de 1873 à 1896 : en conséquence, de nombreux appartements étaient demeurés vacants ; l'activité immobilière avait donc stagné. Mais l'Exposition internationale de 1900 avait changé la donne. Les nombreux équipements qu'elle avait suscités ou encouragés, dont le métropolitain, avaient marqué l'ouverture d'une période de confiance ; elle se prolongerait jusqu'en 1914 avec le renfort d'une activité industrielle enfin prospère engendrant une croissance continue et une hausse régulière du salaire réel[46]. Les logements, naguère excédentaires, avaient trouvé preneurs et la valeur des immeubles comme le montant des loyers avaient considérablement augmenté. Ce qui avait relancé les investissements immobiliers avec le soutien d'un secteur bancaire modernisé et du Comptoir des entrepreneurs consentant de très faibles taux, rassurés qu'ils étaient par la quasi-absence d'inflation[47]. Une grande partie de l'est parisien délaissée jusque-là, sinon par les installations manufacturières et infrastructurelles, ou lamentablement utilisée pour élever à bas coût des logements au seuil de la salubrité, y avait trouvé sa chance et les jeunes Lesage et Miltgen, un fief.

Aussitôt leur association scellée, l'activité autrefois morose du cabinet avait connu l'essor. Au chantier inaugural de la rue Lepic, en 1904, succédèrent des ouvertures régulières au rythme de trois par an jusqu'au crêt de 1910. Cette année-là, Victor Lesage — conforté par un premier investissement

Immeuble rue Lepic

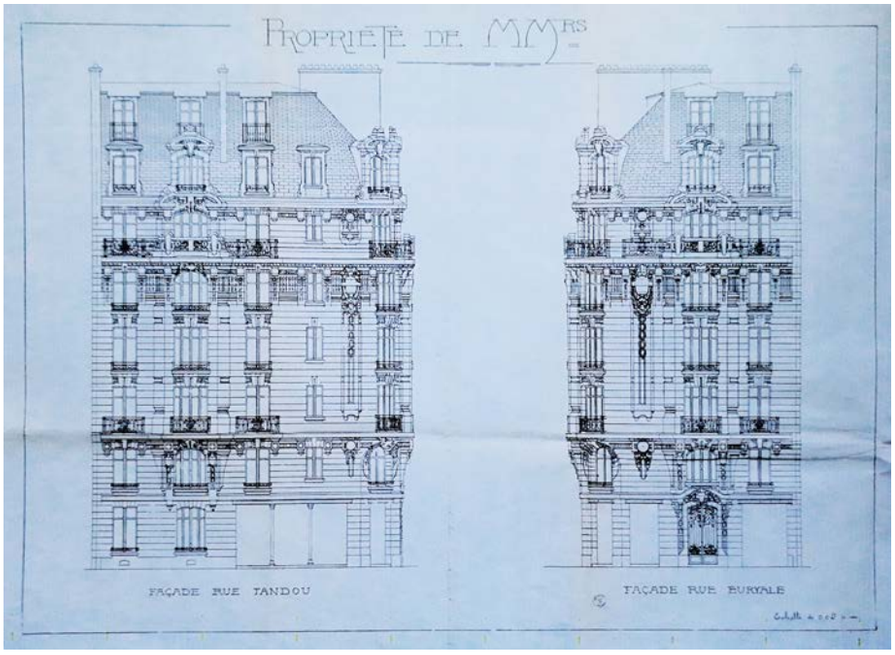
immobilier réalisé rue Nansouty —décida de prolonger son activité dans le portage foncier et la promotion. L'échange de cet immeuble, où Jean Boucher s'était installé, contre un terrain de la rue Euryale Dehaynin qui allait être loti, lui permit de s'introduire avantageusement dans cette opération et au cabinet d'obtenir la commande de onze immeubles, dont trois seraient la propriété de Victor, comme celui du 102 avenue Ledru-Rollin, en 1905, avait été un investissement en nom propre de Miltgen. On mesure ici la rapidité et l'ampleur de la réussite, que la rentabilité d'un cabinet d'architecte réduite aux honoraires de conception ne saurait expliquer. Il est probable que Victor Lesage sut rapidement montrer son efficacité dans d'autres tâches et les faire correctement rémunérer : la recherche de terrains ; l'élaboration d'un programme approprié ; l'estimation de la dépense et de la rentabilité ; le montage de sociétés immobilières-relais et leur gestion ; la négociation avec les administrations — pouvant aller, pour des lotissements comme celui du terrain Dehaynin, jusqu'à la création de plusieurs rues — et, bien sûr, les classiques missions de maîtrise d'œuvre incluant les marchés et le chantier à une époque où il était légal et courant qu'un entrepreneur versât une commission à l'architecte[48]. Venait ensuite la gérance de l'édifice, activité régulière et donc stabilisante, promotionnelle aussi car cette implication durable dans la vie de l'immeuble pouvait

45. Entre 1900 et 1910, le mot, cantonné jusque-là dans le vocabulaire juridique, s'est progressivement substitué aux expressions « hôtel » ou « maison de rapport ». Cf. Dumont Marie-Jeanne, *Le logement social à Paris, 1850-1930 : Les habitations à bon marché*, Liège & Bruxelles, Mardaga, 1991, p. 151.

46. Lévy-Leboyer Maurice, « La croissance économique en France au XIXe siècle », in *Annales : Economies, Sociétés, Civilisations*, V. 23, n°4, 1968, pp. 778-807.

47. Bastié jean, « Capital immobilier et marché immobilier parisiens », in *Annales de Géographie*, n°373, mai-juin 1960, pp. 225-250.

48. La Société centrale bannissait cependant la pratique de la commission versée par les entreprises : l'eût-il pratiquée que Victor Lesage y aurait renoncé donc après sa cooptation en 1906.



Légende groupée ? Euryale-Dehaynin (plans et carte postale), avenue Ledru-Rollin et rue Nansouty

Victor Lesage

Charles Bartaumieux

être présentée au maître d'ouvrage comme une garantie de bon achèvement et une manière de « service après vente ».

La qualité de sa production, comme la rigueur professionnelle de l'agence avaient vite été remarquées, ce qui permit à Victor Lesage de déposer sa candidature à la prestigieuse Société centrale des architectes français (SC) dès novembre 1906. On pourra seulement s'étonner qu'il le fît alors plutôt que Miltgen, qui avait été à l'origine de la reprise du cabinet de Maugery, était diplômé et gouvernait probablement la conception des édifices. Il ne frapperait à la porte de la SC qu'en 1935. Accéder à la doyenne des sociétés d'architectes, dont les effectifs étaient contingentés, était bien sûr un honneur, mais surtout le gage d'une compétence avérée et d'une éthique rigoureuse, excluant par exemple de cumuler la maîtrise d'œuvre avec le métier d'entrepreneur. En l'absence de protection du titre, avoir été admis au sein de cette société très élitiste offrait un viatique appréciable dans les relations avec la clientèle.

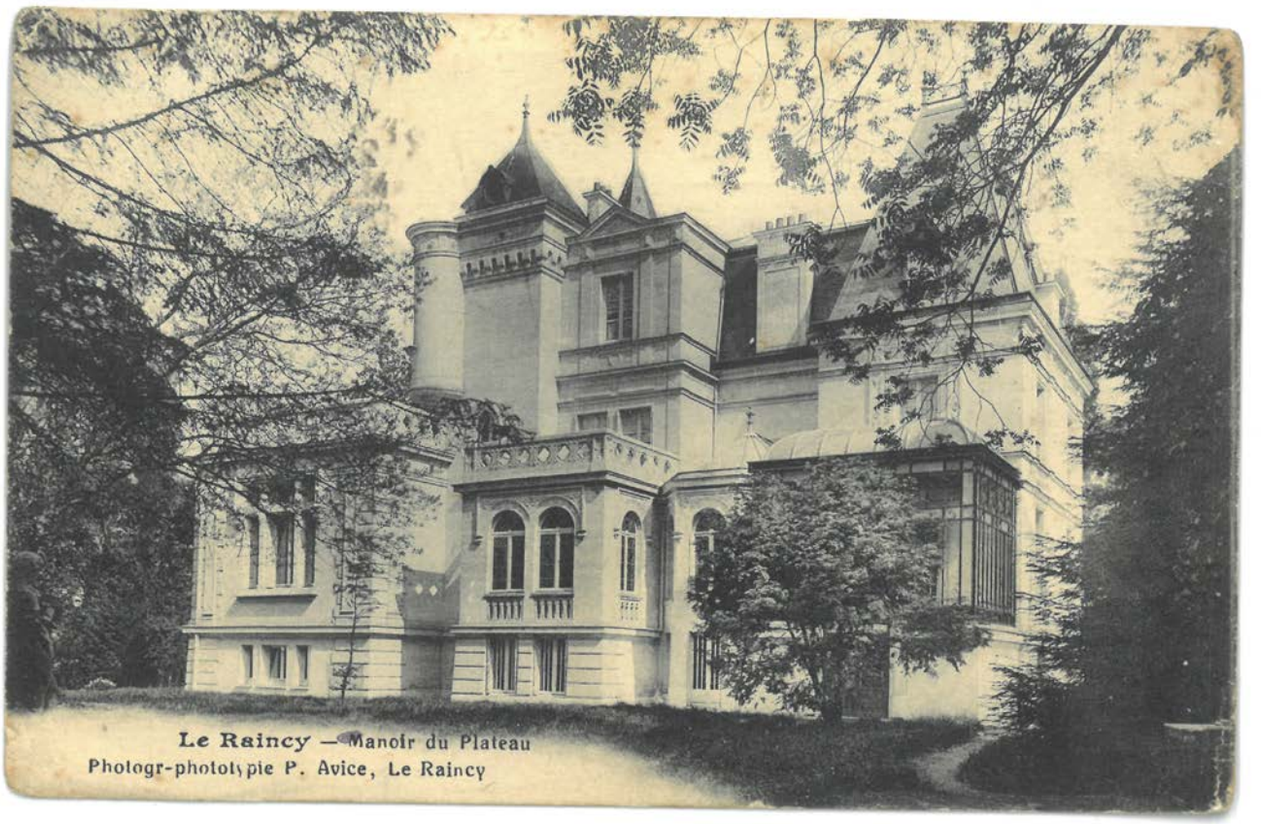
Chaque candidature devait être parrainée par plusieurs membres de la société, généralement quatre. Charles Bartaumieux, qui présidait la SC depuis 1904 après en avoir reçu la Grande Médaille d'Or en 1900, se plaça en tête des « présentateurs ». Il déclara fréquenter Lesage depuis longtemps déjà et « l'avoir trouvé toujours très correct dans toutes les situations tant avec ses confrères qu'avec les clients et les entrepreneurs », assertion laissant supposer que cet architecte prestigieux, avait été en relation étroite avec le postulant. En fait, leur relation s'était nouée au sein du mutualisme dont Bartaumieux était un ardent militant : en 1884, il avait figuré parmi les fondateurs de la Caisse de défense mutuelle des architectes instituée par la SC et en était l'inamovible trésorier depuis 1888. Mais il était aussi vice-président de la Société d'assistance confraternelle des architectes, qui regroupait essentiellement des membres de l'Association provinciale des architectes français (AP) — tantôt rivale, tantôt partenaire suspicieuse de la SC —, et enfin président de la Société de secours mutuels et de retraite *Le Batiment*, où Lesage avait fait ses premières armes et demeurait très actif. Léopold George venait ensuite ; il avait été secrétaire de la SC, mais lui aussi s'activait dans le monde du mutualisme : il prendrait en 1908 la présidence de la Société d'assistance confraternelle des architectes et, plus tard, celle de la société

Le Bâtiment où Victor Le Sage le seconderait. Sans surprise, Maugery et Devisme avaient également accepté d'être « présentateurs ». Le premier évoqua « une participation aux affaires de son cabinet (…) pendant plus de douze ans », ce qui renvoyait au moins à 1894. Il loua ensuite « les qualités de caractère et d'intelligence » de celui dont il avait vite perçu l'envergure. Devisme affirma connaître et apprécier le candidat de longue date, mais n'évoqua pas de collaboration passée, ce qui confirmait implicitement que leur coopération avait été momentanée[49]. Fort de tels soutiens, Victor Lesage fut évidemment reçu par la très formaliste Société Centrale, en 1907.

Médaille de la Caisse de défense mutuelle des architectes

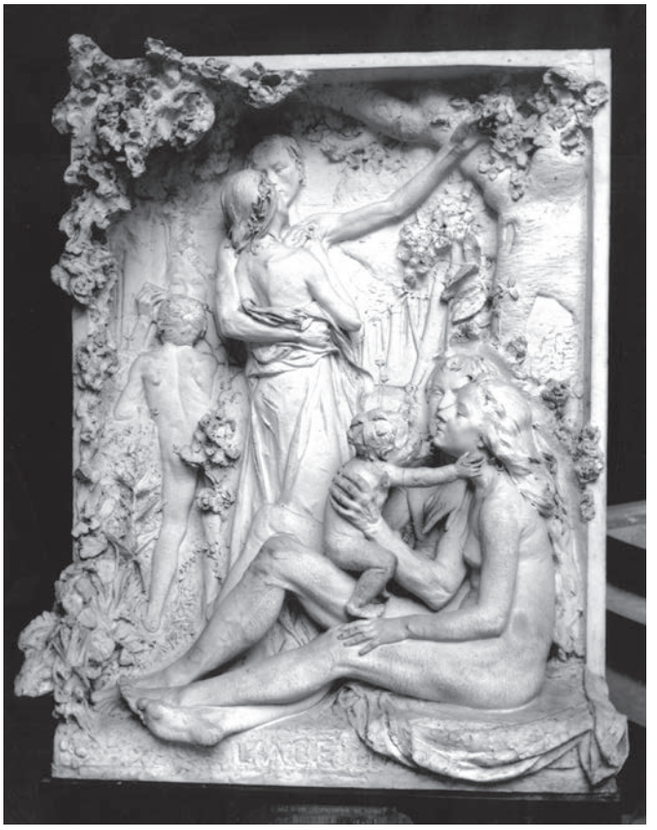
Rue de la Roquette

49. Dossier Victor Lesage. Académie d'Architecture.



Maison Lesage

Cette année fut exceptionnelle à tout point de vue. Avec le relais pécuniaire de Miltgen, Lesage put loger sa famille dans un cadre privilégié tout en affichant sa notabilité. Il acquit le manoir du plateau, spacieuse villa édifiée sur un vaste terrain issu du démembrement du parc du château du Raincy, commune encore champêtre mais que la Compagnie des tramways de l'Est parisien reliait à la Bastille depuis 1900. Acquisitions complémentaires et travaux d'embellissement en feraient une magnifique demeure aisée à gagner aussi bien depuis son appartement parisien du 37 boulevard Bourdon, conservé par commodité, que depuis l'agence installée au 9 place des Vosges (elle déménagerait au 11 en 1914). La vie prenait un cours heureux, dont Victor Lesage sut alors profiter. Au printemps 1908, se revanchant de ses études écourtées, qui sous d'autres auspices auraient inévitablement comporté ce voyage initiatique, il effectua un long périple en Italie en compagnie de son ami Boucher, dont la carrière prenait une consistance remarquable. Double récipiendaire d'un second Grand Prix de Rome, il avait été régulièrement récompensé au Salon, y obtenant notamment le Prix National en 1901 et la Médaille d'Or en 1904. Très apprécié d'Armand Dayot, comme homme et comme artiste, il était devenu le sculpteur attitré des Bleus,



Second Grand Prix de Rome

qui entendaient célébrer par un monument tous les grands serviteurs passés de leur cause. L'idée, largement répandue sous la troisième République, avait été popularisée par Henri Godet champion exalté de la Libre Pensée, pour qui « *la statue dressée au centre du carrefour (était) un instrument de propagande merveilleux, (…) une œuvre de libération intellectuelle* »[50]. Il avait prêché par l'exemple, glorifiant notamment Clémence Royer, l'impétueuse malouine. Les Bleus, qui en seraient parfois critiqués pour les dépenses occasionnées, entreprirent ainsi de dresser leur Panthéon.

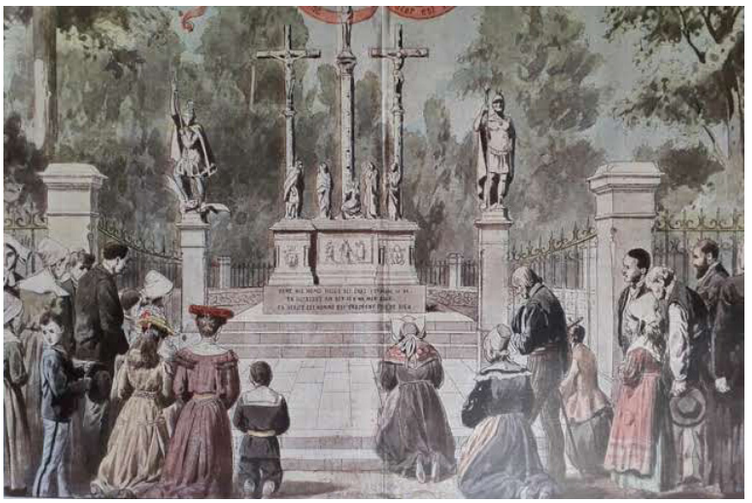
Statue Clémence Royer

Aux côtés de Jean Boucher

Boucher officia une première fois dans ce cadre à Tréguier où, formidable provocation, il éleva sur la place de la cathédrale un monument à Ernest Renan qui fut inaugurée dans le plus grand faste républicain, en présence de l'intransigeant Émile Combes alors président du Conseil. Le philologue et historien y était représenté à l'âge mûr, en méditation sous l'égide de la déesse Athéna. La réplique vint quelques mois plus tard avec l'installation d'« un calvaire de la protestation » dont la bénédiction vit défiler plusieurs centaines de religieux derrière l'archevêque de Rennes, le cardinal Guillaume-Marie Labouré. L'œuvre et l'affaire réunies valurent à Boucher une grande notoriété et une élévation dans l'ordre de la Légion d'honneur. L'année suivante, il reçut commande d'un buste de Charles Baratoux pour Saint-Brieuc où cet entrepreneur était entré en politique sous la bannière de la Ligue des Républicains. Devenu maire de la ville, il s'était spécialement dévoué à la Société de secours mutuels des ouvriers. En 1905, à Paimpol, l'hommage posthume était allé à Alfred Potier de Courcy, assureur maritime qui avait armé une goélette en hôpital et créé la Société de secours aux familles des marins français naufragés. En 1906, François Luzel avait été célébré à son tour, à Plouaret, pour son œuvre considérable de collecteur de chants populaires, mais aussi pour ses options républicaines et son rôle actif dans le procès en faux instruit à l'encontre de La Villemarqué et du *Barzaz Breiz*.

Lorsque les Bleus n'étaient pas ses commanditaires, Boucher demeurait le traducteur des idées avancées. En 1907, inaugurant la collaboration avec Victor

Statue d'Ernest Renan par Savina



Calvaire de la protestation

50. Henri Godet in *L'Internationale*, n°10, 1905, cité in *Saints, sainteté et martyre : La fabrication de l'exemplarité*, Neuchâtel & Paris, Ed. MSH, 2001, p. 112.

Monument à Ludovic Trarieux

Lesage qui les amènerait à plusieurs réalisations prestigieuses, les deux amis avaient signé ainsi le monument parisien à Ludovic Trarieux érigé place Denfert-Rochereau à la gloire du fondateur de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen. Cet ensemble serait jugé suffisamment expressif pour être mutilé à deux reprises : par les Camelots du Roi en 1910 et par décision du gouvernement de Vichy en 1943.

Boucher avait eu vent par ailleurs d'un concours lancé en Italie, mais destiné à Athènes, pour la réalisation d'un monument au dernier empereur byzantin : Constantin XI Paléologue, qui avait préservé la cité grecque de l'envahisseur ottoman. L'occasion était belle de retrouver un pays où il avait longuement séjourné avec bonheur en 1902, grâce à la bourse de voyage qui accompagnait le Prix National[51]. Il convainquit sans mal Victor Lesage de l'accompagner dans ce périple qui les mena à Milan, Turin, Florence, Venise et Rome, où ils furent reçus à la Villa Médicis. Ils y élaborèrent leur réponse au concours, dont ils furent lauréats, mais sans obtenir la réalisation[52]. L'octroi à Jean Boucher de la Médaille d'Honneur du Salon, la plus prestigieuse distinction qu'on pût y espérer, décida de leur retour retardé sans cesse jusque-là. Il avait présenté l'ébauche d'un projet qui paraissait condamné : une statue de Victor Hugo commandée en 1906 par Charles 1er, Roi de Portugal, qui souhaitait l'ériger à Lisbonne. Las, le souverain venait d'être assassiné, laissant à son fils Manuel II un pays en plein désordre, qui connaîtrait une révolution en 1910 : paradoxalement, la cause républicaine empêcha ici l'hommage promis à celui qui en avait toujours été un zélé propagandiste. Ce qui relança une idée émise dès 1902 au sein de la Société Victor Hugo : ériger un monument à Guernesey où le poète s'était exilé durant quinze années.

Aiguillonné par le conseil municipal de Paris — où Georges Lemarchand, récemment élu, s'activait particulièrement pour cela —, le gouvernement intercéda auprès des autorités britanniques et permit la réalisation de ce projet auquel Jean Boucher associa à nouveau Victor Lesage[53]. Le statuaire avait choisi « *de glorifier l'homme qui marche sur les lieux de la création, debout sur les rochers de Guernesey, face à la mer. Seul dans la tempête, marqué par l'exil et le déracinement, l'artiste (représenta) l'écrivain à la recherche de l'inspiration* »[54]. L'inauguration fut fastueuse. La veille, Victor Augagneur, ministre de l'Instruction publique, Albert Dalimier, secrétaire d'État aux Beaux-Arts, et le Pontrivien Yves Le Trocquer, sympathisant des *Bleus* récemment entré au cabinet, avaient embarqué à Cherbourg sur le *Véra* pavoisé. Ils furent accueillis à Saint-Pierre-Port par le secrétaire du gouvernement britannique, tandis que tonnaient les canons du fort Saint-Georges et que plusieurs bâtiments de la *Royal Navy* rendaient les honneurs en rade, célébrant ainsi l'entente cordiale, qui serait mise à contribution dès le mois suivant où la guerre fut déclarée. Le 7 juillet 1914, la foule fut nombreuse pour la cérémonie organisée

51. Créé en 1874 sous le nom de Prix du Salon, il était devenu Prix National en 1896. Décerné par le *Conseil supérieur des Beaux-Arts* à un artiste de moins de 32 ans pour l'ensemble de son travail, il offrait une généreuse bourse de voyage permettant de s'absenter deux ans. Cf. Genet-Delacoix Marie-Claude, « Le conseil supérieur des Beaux-Arts : Histoire et fonction (1875-1940) », in *Le Mouvement social*, n°163, avril-juin 1993, pp. 45-65.

52. Des cartes postales envoyées chaque jour par Victor Lesage à sa femme ou à son fils permettent de suivre le périple, qu'il relata de surcroît dans un discours d'hommage à Jean Boucher prononcé le 19 mai 1936 devant les Enfants d'Ille-et-Vilaine. Col. part.

53. Mesureur Suzanne, *Les fêtes de Victor Hugo à Guernesey*, Paris, Lib. Ollendorf, Paris, 1914, avant-propos du Comité.

54. Anonyme, « Les fêtes de Guernesey en l'honneur de Victor Hugo », *Le Petit Comtois*, 8 juillet 1914.

Inauguration de la statue de Victor Hugo.

Candle garden ; le lendemain, au cours d'un déjeuner offert par la France, Victor Augagneur remit les insignes d'officier de la Légion d'Honneur à Jean Boucher, devant Victorine et Victor Lesage qui l'avaient accompagné.

Durant cette période, l'action bretonne n'avait pas été négligée. Certes, en 1911, elle avait pris un tour polémique au détriment de Boucher, qui avait malencontreusement représenté la Bretagne à genoux devant la France dans un groupe niché en façade de l'hôtel de ville de Rennes. Il avait été sifflé lors de son inauguration et vite baptisé « le monument de la honte »[55]. Les Bleus avaient serré les rangs, soutenus par de nombreuses voix républicaines scandalisées par la publication quelques mois plus tôt du manifeste d'un *Parti Nationaliste Breton* partisan de l'indépendance[56]. A contrario, sans attaches partisanes, Camille Le Senne avait jugé regrettable « l'excès de condescendance » attribué à la France contemplant

Statue hôtel de ville de Rennes

55. Delouche Denise, « L'union de la Bretagne à la France : deux interprétations au XXe siècle », in *Le prince, les hommes, l'argent au Moyen Âge*, Rennes, PUR, pp. 625-639. Le « monument de la honte » serait détruit dans un attentat perpétré le 7 août 1932.

56. Le Roux Louis-Napoléon, *Pour le séparatisme. La question bretonne : Essai précédé du Manifeste*, Rennes, Ed. du Parti National Breton, 1911.

la Bretagne à ses pieds[57]. Les Bretons de Paris s'en étaient évidemment mêlés ; René Le Fur avait même annoncé une prochaine souscription pour la réalisation d'une œuvre de remplacement qui fût consensuelle. Jean Janvier, maire radical de Rennes, tint à marquer son soutien à Boucher en faisant à nouveau appel à lui pour réaliser le décor éphémère qui serait dressé le 1er mai pour l'accueil du président Poincaré. En 1911, le sculpteur avait dû travailler avec l'architecte municipal, Emmanuel Le Ray ; cette fois-ci, il put renouveler sa confiance à Victor Lesage avec qui, l'année précédente, à l'initiative des Bleus encore, il avait installé à Brest, square de La Tour-d'Auvergne, un buste de Gérald Mesny, un médecin qui avait sacrifié sa vie au bénéfice des populations les plus pauvres de la Mandchourie frappée par une terrible épidémie de peste[58].

En 1912, Boucher avait participé de surcroît à la création de *La Bretagne artistique*, organisation « républicaine » de promotion des créateurs bretons, imaginée par Dayot, Le Braz et Le Goffic désireux de créer un Salon à l'image de celui des Artistes français. L'année suivante, enfin, il avait accepté la présidence — qu'il allait cumuler de façon éphémère avec celle de *La Pomme* — de *La jeune Bretagne*, association reprenant le titre d'une fameuse conférence d'Anatole Le Braz devant la Fédération de la jeunesse laïque et républicaine de Bretagne, dont la guerre allait briser l'élan[59]. Jamais Victor Lesage n'apparut en premier rang dans ces cénacles artistiques. Certes, les architectes y étaient rares mais, surtout, sa production exclusivement parisienne ne lui permettait guère de prendre part au débat naissant — il battrait son plein après-guerre — sur le renouveau d'un art qui fût moderne et breton. Plus généralement, Miltgen et lui, dans cette période, ne jugèrent pas utile de valoriser leur production : on ne leur connaît en effet qu'une publication significative et ils n'exposèrent pas au Salon, qui avait pourtant gratifié Charles Miltgen d'une mention en 1903.

Deux réalisations qui firent date

Leur production d'avant-guerre concerna quasi exclusivement les immeubles à loyers, dans un contexte de relative euphorie contrastant avec la période atonique d'où l'on sortait. L'architecture s'en ressentit d'autant plus que la réglementation, qui avait banni jusque-là toute ostentation, avait été remisée par un décret du 13 août 1902 – son rédacteur Louis Bonnier promouvant sans ambiguïté un pittoresque urbain fait de multiples emprunts stylistiques possibles. Avant même, la ville de Paris avait décidé de favoriser l'audace en créant un concours de façades, qui avait pris effet en 1898. Premier lauréat, le *Castel Béranger* d'Hector Guimard édifié rue La Fontaine avait d'ailleurs fait scandale[60]. Ces nouvelles circonstances offrirent un deuxième âge à l'éclectisme, qui usa de reliefs généreux et puisa dans de nombreux corpus décoratifs, simultanément parfois. Il convenait toutefois, ce dont Guimard s'était dispensé, de respecter des règles de composition préservant de l'aventurisme. Lesage et Miltgen avaient parfaitement intégré ces codes, diffusés d'abondance par les revues qui accompagnaient cette effervescence, dont les planches hors texte permettaient au besoin de convaincre les commanditaires dubitatifs. Ils optèrent le plus souvent pour un canevas néo-classique, mais aussitôt circonvenu par des balcons agrémentés de fers ornementaux, ainsi que par des éléments de décor sculptés, qui éloignaient de l'austérité imposée à l'époque précédente.

L'immeuble du 24 rue Lepic, qui en 1904 compta parmi leurs premières réalisations, montra d'emblée leur aisance dans l'exercice ; il figure d'ailleurs aujourd'hui sur la liste des édifices à caractère patrimonial que le plan local d'urbanisme de Paris protège. Victor Lesage le mentionna parmi les références qu'il donna à l'appui de sa candidature à la Société centrale, comme ses réalisations de la rue de Custine et l'immeuble du 9 de la rue de la Croix-Faubin. Dans ces deux derniers cas, l'architectonique s'était enrichie, d'une part, de fenêtres faisant saillie qui monumentalisaient les travées accueillant les pièces nobles ; d'autre part, de l'usage de la brique, apportant une polychromie et accusant la modénature par sa disposition en légère réserve.

57. Le Senne Camille, « Salons du Grand Palais », in *Le Ménestrel*, n°24, samedi 15 juin 1912, pp.185-187.

58. Bott Antoine, *Un héros breton, le docteur Gérald Mesny : Son œuvre, sa vie. Monument qui va être érigé à Brest*, Morlaix, Imp. Chevalier, 1912.

59. *La jeune Bretagne* avait également été utilisé en 1902 comme titre d'un bulletin par l'Union de la jeunesse catholique bretonne.

60. Benoît Marie-Thérèse, *Les concours de façade de la ville de Paris, 1898-1935*, Thèse de doctorat, Université Paris IV, inédite, 1990.

Rue de Custine

L'usage des travées en exergue atteignit sa plénitude dans l'Hôtel de la Méditerranée (initialement d'Austerlitz), édifié en 1913 à l'angle du quai de la Rapée et de l'avenue Ledru-Rollin, pour Achille Boler, un client habitué et parfois un partenaire que nous retrouverons. À cet emplacement se trouvaient précédemment le restaurant et les fameux salons de réception *Vianey frères*, qui avaient été mis à mal par la formidable crue de 1910[61]. Ils se réinstallèrent dans le nouvel édifice, dont les pièces de réception pouvaient accueillir jusqu'à un millier de participants : le banquet annuel de *La Prévoyance bretonne* les inaugura en 1914, sous la présidence de Jean Boucher. Dans cet hôtel, le riche décor des travées était mis en valeur par l'absence de modénature dans les intervalles ; leur saillie s'appuyait en outre sur des corbeaux monumentaux, venant jusqu'au sol et encadrant puissamment les portes de l'établissement. Traité en congé à rotonde, l'angle sur le boulevard bénéficiait de leur encadrement pour s'imposer dans le paysage urbain ; théâtralisé par des balcons en retraits successifs, il était surmonté d'une lucarne dont le couvrement spectaculaire faisait signal[62].

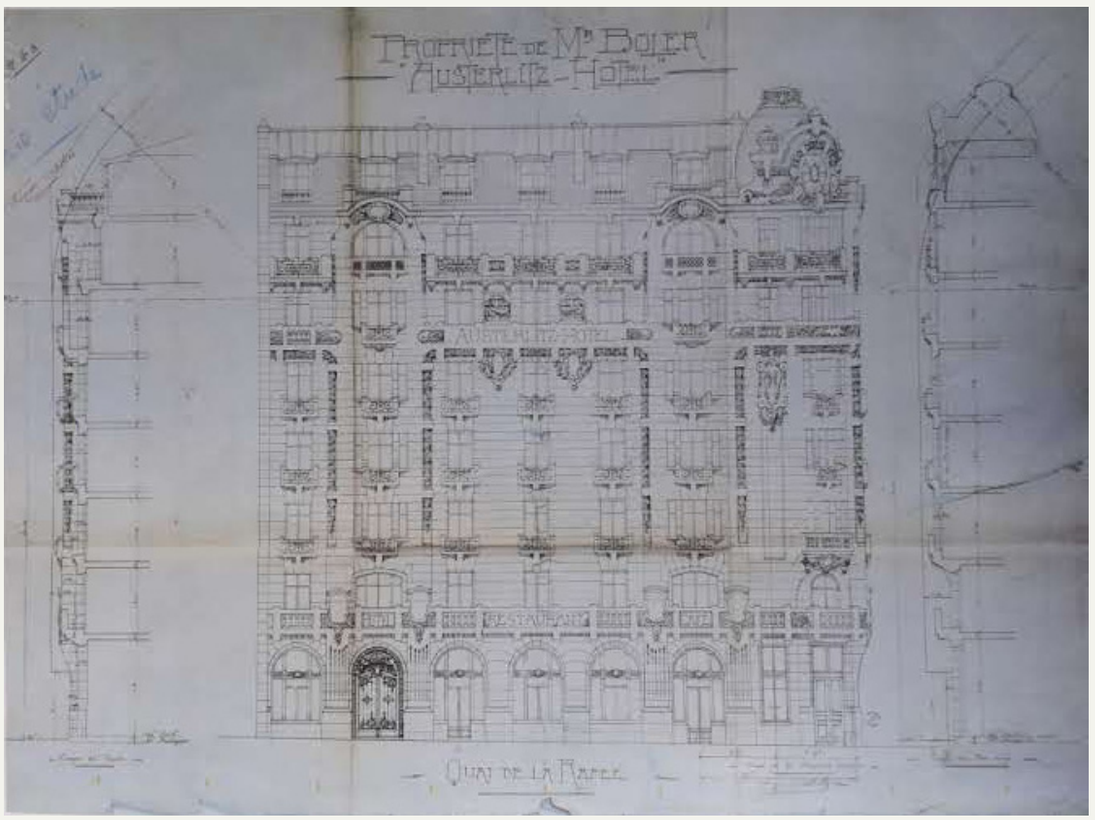
Carte de banquet

Dans la trentaine d'immeubles à loyers que Lesage et Miltgen édifièrent avant-guerre, le décor sculpté se cantonna dans le motif géométrique ou fortement stylisé, ce qui explique peut-être l'absence de

61. La crue avait atteint son maximum dans la nuit du 28 au 29 janvier 1910, au pont d'Austerlitz : 8,62 mètres sur l'échelle hydrométrique.

62. La guerre, déclenchée quelques mois après son inauguration, fut fatale à cet hôtel, qui fut racheté par la ville de Paris et devint un immeuble de bureau. En revanche, les salons rouvrirent en 1930, dans leur décor d'origine, sous l'enseigne *Vianey*, qui est toujours la leur.

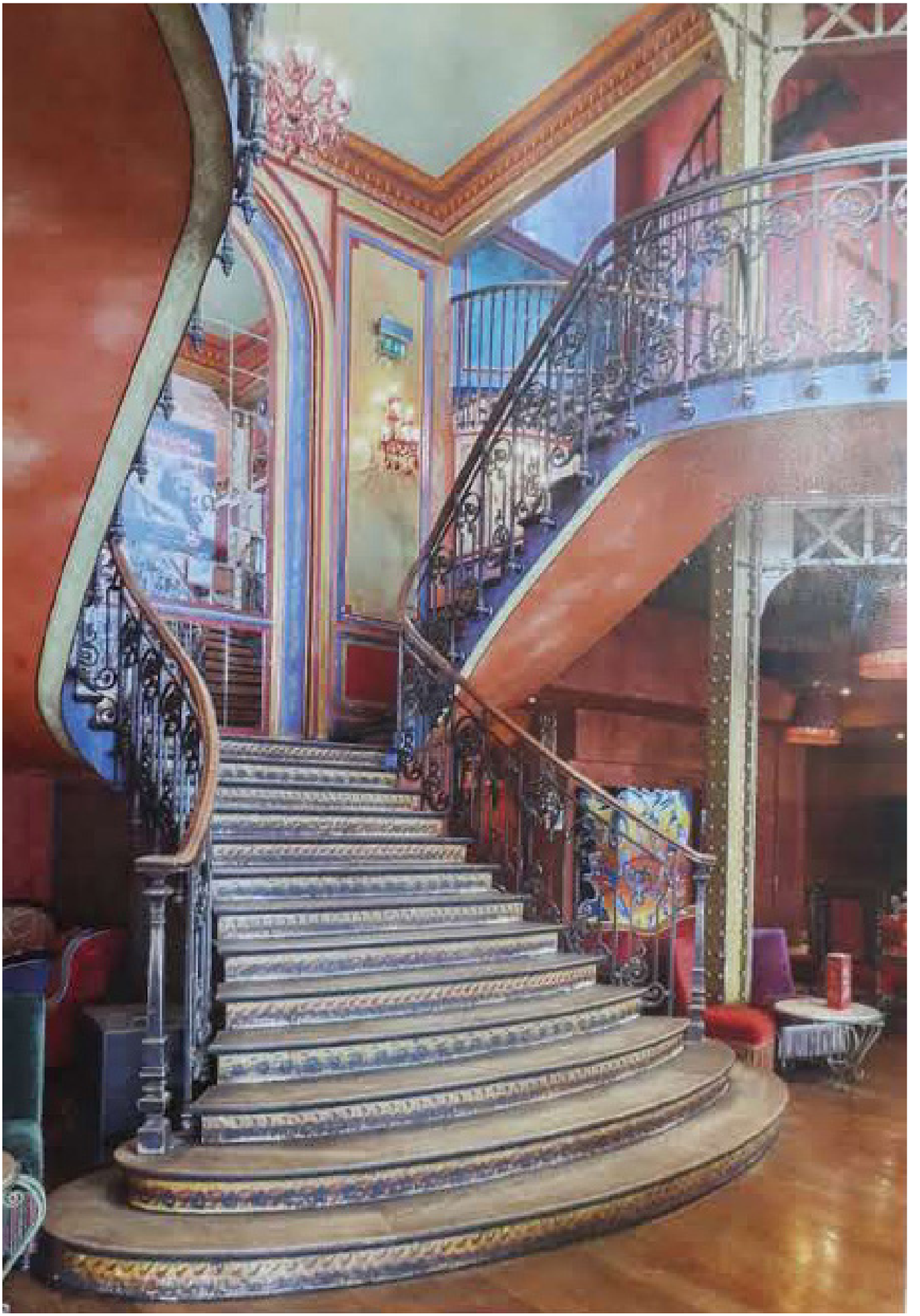
Hôtel de la Méditerranée
(initialement d'Austerlitz)


PROPRIÉTÉ DE Mr BOLER
"AUSTERLITZ-HOTEL"
AUSTERLITZ-HOTEL
RESTAURANT
QUAI DE LA RAPÉE

46 et 48 rue du faubourg Saint-Antoine

collaboration avec Jean Boucher dans ce domaine, à moins qu'elle n'en fût la conséquence. Toutefois, la tradition familiale évoque plutôt une rente accordée à Francis Fréyard, formé à Rennes mais fixé à Paris où il fut un compagnon de route dévoué de Victor Lesage.

Deux réalisations, très différentes au demeurant, tranchent nettement par leur parti, leur architectonique et la qualité de leur réalisation. La première, bien que signée de conserve, doit probablement être attribué à Charles Miltgen. L'immeuble *Gouffé jeune* des 46 et 48 rue du faubourg Saint-Antoine, aujourd'hui inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques, aura en effet connu une lente gestation débutée à l'ENSBA. Jules Miltgen, le père de Charles, possédait une prospère entreprise d'ornements estampés et repoussés. Continuatrice de *Corblet aîné*, son enseigne pouvait s'enorgueillir de récompenses dans trois Expositions universelles (1855, 1867, 1878) et s'était encore illustrée en 1889 dans le pavillon du Mexique. Il appartenait donc à l'aristocratie de l'industrie d'art et entretenait de multiples relations dans ce cercle. Sa fille, Jeanne, avait ainsi épousé un fils de Joseph-Louis Gouffé, qui dirigeait avec allant la fabrique de meubles de luxe fondée jadis par un grand-père ébéniste. Ce dernier souhaitait se doter, au propre et au figuré, d'une vitrine sur le faubourg, ce qui avait ouvert à Charles Miltgen la perspective d'une première réalisation. En 1901, il avait choisi en conséquence de présenter comme diplôme « Un hôtel avec musée pour les chambres syndicales des industries d'art ». Les planches n'en avaient été présentées au Salon que deux années plus tard, peut-être dans une version remaniée annonçant le magasin *Gouffé jeune*.

Louis-Charles Boileau donna une description admirative de la réalisation dans *L'Architecture*, s'attardant sur « *les trois grandes portes tout en fer, en fonte ornée et en bronze doré, qui produiraient certainement un effet très caractéristique entre les pylônes de pierre qui dessinent les grands axes du vaisseau* »[63]. Que notre homme, auteur en 1876 avec l'ingénieur Armand Moisant des grands magasins du *Bon Marché*, y ait apprécié le travail du métal donne la mesure de sa qualité. Et de fait, il donna une grande élégance à l'édifice du faubourg Saint-Antoine. La charpente demeura apparente dans les intérieurs traités en plateaux libres et dotés d'un spectaculaire escalier à double volée éclairé zénithalement. En façade, à rez-de-chaussée, le remplacement de la pierre d'abord envisagée par du béton armé pour les pilastres — qui furent recouverts de briques vernissées et conclus par de discrets chapiteaux de fonte — conférait une belle nervosité à l'ensemble, accusée par la finesse de la structure bien lisible jusqu'en surcroît de l'étage sommital pourtant maçonné. Le vitrage intégral des trois niveaux constituant l'étage colossal de cette composition classique, ramenait à la leçon prodiguée par Frantz Jourdain quelques années plus tôt à *La Samaritaine*.

63. Boileau Louis-Charles, « L'architecture au Salon », in *L'Architecture*, n°27, 4 juillet 1903, p. 228.